

A l'université Lyon 2, on héberge des migrants dans un amphithéâtre

Depuis mercredi dernier, sur le campus de Bron de l'université Lyon 2, des étudiants organisent l'occupation d'un amphithéâtre pour mettre à l'abri une quarantaine de migrants mineurs et majeurs, pour la plupart d'origine subsaharienne. Ensemble, ils réclament des solutions d'hébergement pérennes. La direction de l'université accepte cette occupation.

Par [Thomas Sévignon](#) publié le 21/11/2017 à 16h09

2 056 visites [5 réactions](#)

actualisé le 21/11/2017 à 23h10

Ça va et ça vient dans l'amphi C. Ce lundi, [au sixième jour de l'occupation](#) différents collectifs étudiants et des migrants, les allées et venues sont nombreuses.

Des étudiants mobilisés sortent de cours et viennent discuter avec les quelques migrants présents cet après-midi. Certains font le chemin inverse et vont assister à un cours magistral ou un TD qu'il ne faut pas louper. Quelques-uns encore ouvrent leur ordinateur et travaillent dans l'amphi. Sur une table, une étudiante qui révise ses cours de langue arabe reçoit l'aide d'un migrant arabophone.

Depuis six jours, la vie quotidienne s'est organisée petit à petit. Les matelas et les affaires des migrants sont rangés dans un coin. Les couvertures sont repliées et attendent entre les travées le retour de leur propriétaire.



Dans l'amphi C, occupé par les migrants et des étudiants. © TS/Rue89Lyon

Une table bien fournie en nourriture et en vaisselle trône dans l'allée centrale. Un frigo et un micro-onde ont été installés.

Il faut dire que les dons alimentaires ont été nombreux, aussi bien de la part des étudiants du campus que des personnes vivant aux alentours. Et pour les douches, cela se passe dans le gymnase du campus.

« Pour qu'ils puissent dormir au chaud »

Le point de départ de cette occupation, c'est [l'évacuation vendredi 10 novembre](#) des jeunes migrants qui s'étaient installés sur une plateforme derrière l'Hôtel Athéna, à proximité de la gare de la Part-Dieu.

Se disant dans leur majorité mineurs, ils attendent une prise en charge par la Métropole de Lyon. C'est en effet cette collectivité qui, [depuis la fusion entre le Grand Lyon et le département du Rhône](#), s'occupe désormais des mineurs isolés étrangers, autrement appelés « mineurs non accompagnés » (MNA).

Quelques étudiants, notamment parmi ceux du [Collectif des étudiants étrangers de Lyon, sans-papiers et solidaires](#) et du syndicat Solidaires Etudiant.e.s, ont décidé alors de se mobiliser. En début de semaine dernière, le sujet a été abordé lors d'une AG que tenaient des étudiants contre ce qu'ils estiment être un futur processus de sélection à l'entrée à l'université.

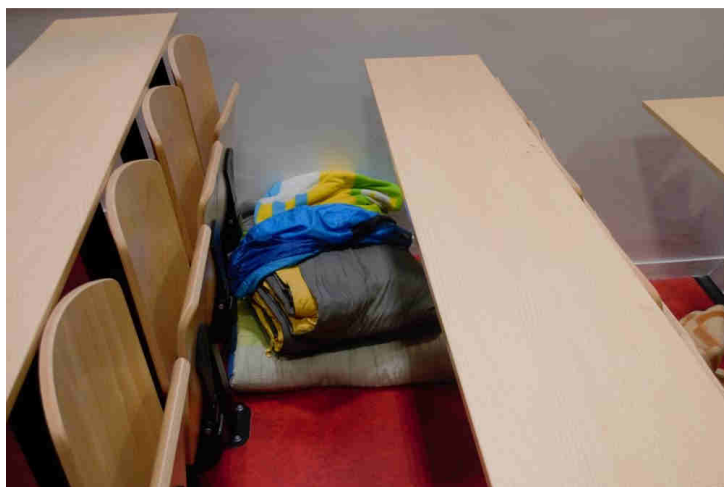
Car [les mots d'ordre et les révoltes se mélangent](#). On pouvait d'ailleurs retrouver certains de ces étudiants dans [la manifestation contre la loi Travail 2 jeudi dernier](#).

De cette AG est née l'idée d'occuper un amphi du campus de Bron.

« Pour qu'avant tout, les migrants puissent dormir au chaud », nous explique Arnaud (prénom modifié).

Depuis mercredi dernier, d'après les étudiants eux-mêmes, près d'une centaine de jeunes ont participé à cette occupation.

Ces personnes se relaient jour et nuit pour occuper pacifiquement cet amphi devenu un « lieu de vie et non plus simplement un lieu de passage », précise ce même Arnaud.



Des solutions durables pour les migrants

La volonté première a été de traiter l'urgence en trouvant rapidement un toit pour les "expulsés de la Part-Dieu", comme ils se sont nommés. Les étudiants squatteront l'amphi tant que des solutions durables n'auront pas été proposées.

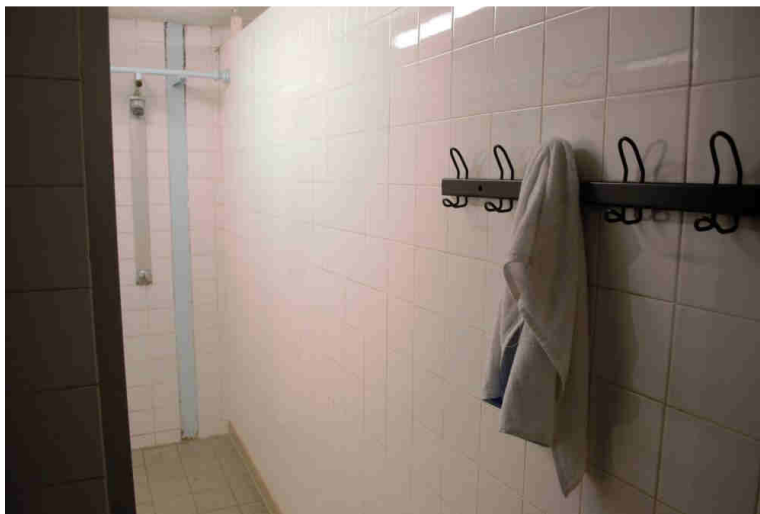
« Tant que les pouvoirs publics ne leur proposent pas une solution pérenne, on restera. C'est sûr que ce n'est pas nous qui allons leur dire de partir », affirme Pierre (prénom d'emprunt), un autre étudiant.

L'occupation de l'amphi permet également de « rendre visible cette cause », ajoute Anas.

Une solution davantage pérenne, ils pensaient d'ailleurs en avoir trouvé une ce week-end. En lien avec un collectif de squatteurs lyonnais, les étudiants avaient « ouvert » un logement inoccupé dans le quartier de Vaise, à Lyon.

La police est venue ce lundi après-midi déloger la vingtaine de migrants qui s'y étaient installés depuis le matin. Au mépris, d'après les étudiants, de la règle des "48 heures", limite au-delà de laquelle le flagrant délit de squat ne peut plus être utilisé par les forces de l'ordre pour expulser immédiatement les occupants.

Brièvement emmenés aux commissariats des 2^{ème} et 9^{ème} arrondissements, les squatteurs ont tous été relâchés dans la soirée.



Les migrants ont accès aux douches du gymnase. © TS/Rue89Lyon

Ahmed (prénom d'emprunt), migrant originaire de Guinée, est en tout cas reconnaissant de ce que font les étudiants.

« Heureusement qu'ils nous soutiennent. Si l'État français pouvait faire ça... ».

Il se questionne :

« Pourquoi la France nous refuse d'étudier, de travailler ? Il y a des gens qui ont des compétences, il y a des mécaniciens, des gens qui ont un diplôme aussi ».

La présidence de l'université Lyon 2 tolère l'occupation

En fin d'après-midi, l'effervescence gagne du terrain et l'amphi se remplit petit à petit. Nathalie Dompnier, présidente de l'université Lyon 2 doit prendre la parole et faire connaître la position de la fac.

Si tout s'est bien passé jusqu'ici, ce que les étudiants reconnaissent volontiers, cette décision est attendue avec un mélange de détermination et de fébrilité.

Vers 18h30, un mail de la présidence de l'université est envoyé à tous les étudiants. Lu à voix haute dans l'amphi, un soulagement parcourt l'assemblée une fois la lecture terminée. Et pour cause : Nathalie Dompnier y affirme clairement ne pas demander l'évacuation de l'amphithéâtre. Extraits :

« L'absence de prise en charge de ces migrant.es par les institutions et organisations compétentes nous amène à devoir composer avec une situation qui n'entre en rien dans le cadre de nos missions. Nos locaux, pas plus que l'activité et l'organisation des services de l'université, ne permettent un hébergement dans de bonnes conditions.

Toutefois, procéder à une réquisition de la force publique en l'absence de solution alternative pour l'accueil de ces personnes ne nous semble pas souhaitable, dans la mesure où l'occupation des locaux reste compatible avec les missions premières de l'établissement ».

Elle lance même un « appel à la solidarité » :

« Cette situation appelle réflexion et engagement, à la fois de l'institution et de l'ensemble de celles et ceux qui en font partie [...]. Nous en appelons à votre soutien individuel et collectif pour répondre de manière solidaire à cette situation et pour faire en sorte qu'elle se passe dans les meilleures conditions pour tou.tes ».



Une des banderoles des « expulsé.es de la Part-Dieu » affichées dans le campus de Bron. © TS/Rue89Lyon

« Chacun se renvoie la balle », selon Nathalie Dompnier

Quelques minutes plus tard, Nathalie Dompnier et plusieurs vice-présidents de l'université viennent dialoguer avec les personnes présentes dans l'amphithéâtre. La présidence y explique que les associations, les collectivités et la préfecture ont été contactées pour trouver des solutions durables d'hébergement.

Problème, « chacun se renvoie la balle », selon la présidente. Et partout, les réponses sont similaires : les dispositifs d'accueil sont déjà saturés. La préfecture, compétente sur l'hébergement d'urgence, aurait demandé à avoir un état des lieux des personnes hébergées pour les aiguiller vers les structures adéquates.

Pourtant, elle ne veut pas envoyer ses services sur place. Elle aurait même suggéré à Nathalie Dompnier de faire réaliser ce recensement par les assistantes sociales de l'université, dont ce n'est bien sûr pas la mission.

Ce mardi, un point-presse s'est tenu sur le campus de Bron, au cours duquel la présidente de l'université a réaffirmé sa position et redemandé que l'État héberge ces personnes.